



19 juillet 2012

L'AFD au cœur de l'aide française

Présentation Denis CASSAT

**Conseillers du commerce extérieur de la France
Section Liban**

développeur d'avenirs durables



L'AFD, fer de lance de la coopération française

- L'aide publique au développement (APD) française s'est élevée en 2011 à 9 345 M€ soit 0,46% du RNB (0,50% en 2010)
- L'AFD représente 31% de l'APD française, en très forte augmentation : elle représentait moins de 5% en 2003
- Aujourd'hui, l'AFD représente les deux tiers de l'APD bilatérale française
- L'AFD est désormais une des principales institutions de développement, de taille analogue aux banques de développement régionales
- Au-delà des financements, l'AFD est reconnue pour sa présence sur le terrain, sa capacité à mobiliser l'expertise française et ses réseaux de partenaires, ainsi que sa contribution aux grands débats internationaux sur l'aide

Un opérateur-pivot de la politique de coopération française

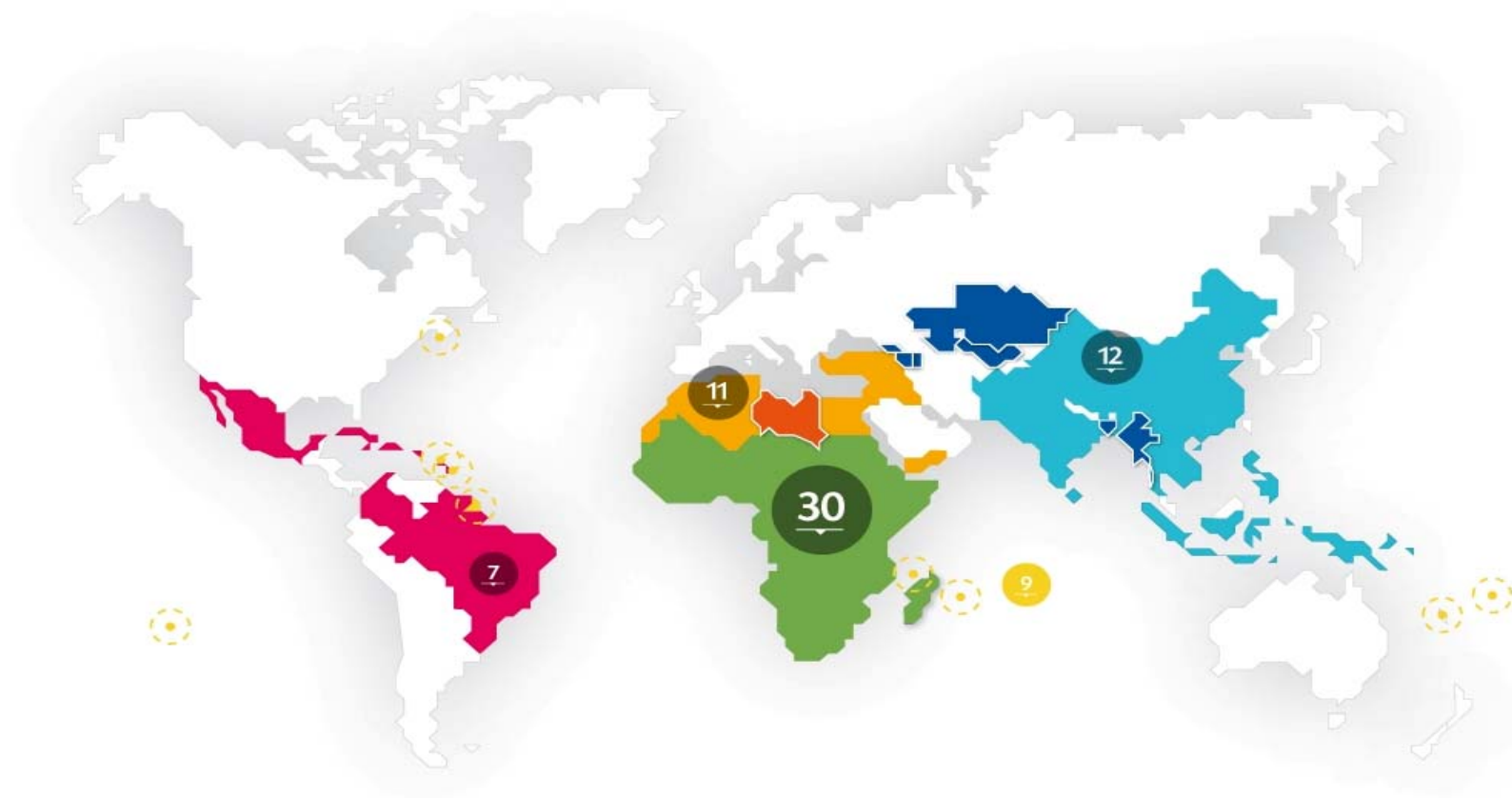
- Un Groupe au service du développement
- AFD: établissement public/Institution Financière spécialisée
 - Principaux axes d'intervention
 - *Lutte contre la pauvreté*
 - *Soutien de la croissance économique*
 - *Valorisation des biens publics mondiaux*
 - Cohérence avec les objectifs de développement nationaux et internationaux
 - *Mise en œuvre des orientations du Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement (Cicid), présidé par le Premier ministre.*
 - *Inscription des actions en faveur de la croissance économique et de la préservation de l'environnement dans le cadre des Objectifs du Millénaire (OMD) des Nations Unies*
 - *Conseil d'Orientation de planification stratégique (COS) présidé par le Ministre chargé de la coopération*
 - Actions complémentaires
 - *Secteur privé: PROPARCO, filiale AFD*
 - *Formation : CEFEB (Centre d'Etudes Financières, Economiques et Bancaires) à l'AFD*
 - *Environnement : Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) dont l'AFD assure de secrétariat*

Un opérateur-pivot de la politique de coopération française (2)

■ Une institution financière publique

- Tutelles ministérielles
 - *Ministère des Affaires étrangères et européennes*
 - *Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi*
 - *Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales et de l'Immigration*
- Représentant l'influence française dans la sphère du développement
 - *Soutien des pouvoirs publics, du secteur privé et des réseaux associatifs locaux*
 - *Partenariats financiers et intellectuels avec d'autres bailleurs de fonds*
 - *Promotion et recherche sur la Responsabilité Sociale et Environnementale*
 - *Redevabilité (transparence et bonne gestion) et l'efficacité de l'aide (UE/CAD)*

Un champ couvrant désormais l'essentiel du monde en développement



0 AGENCES ET REPRÉSENTATIONS AFD par zone

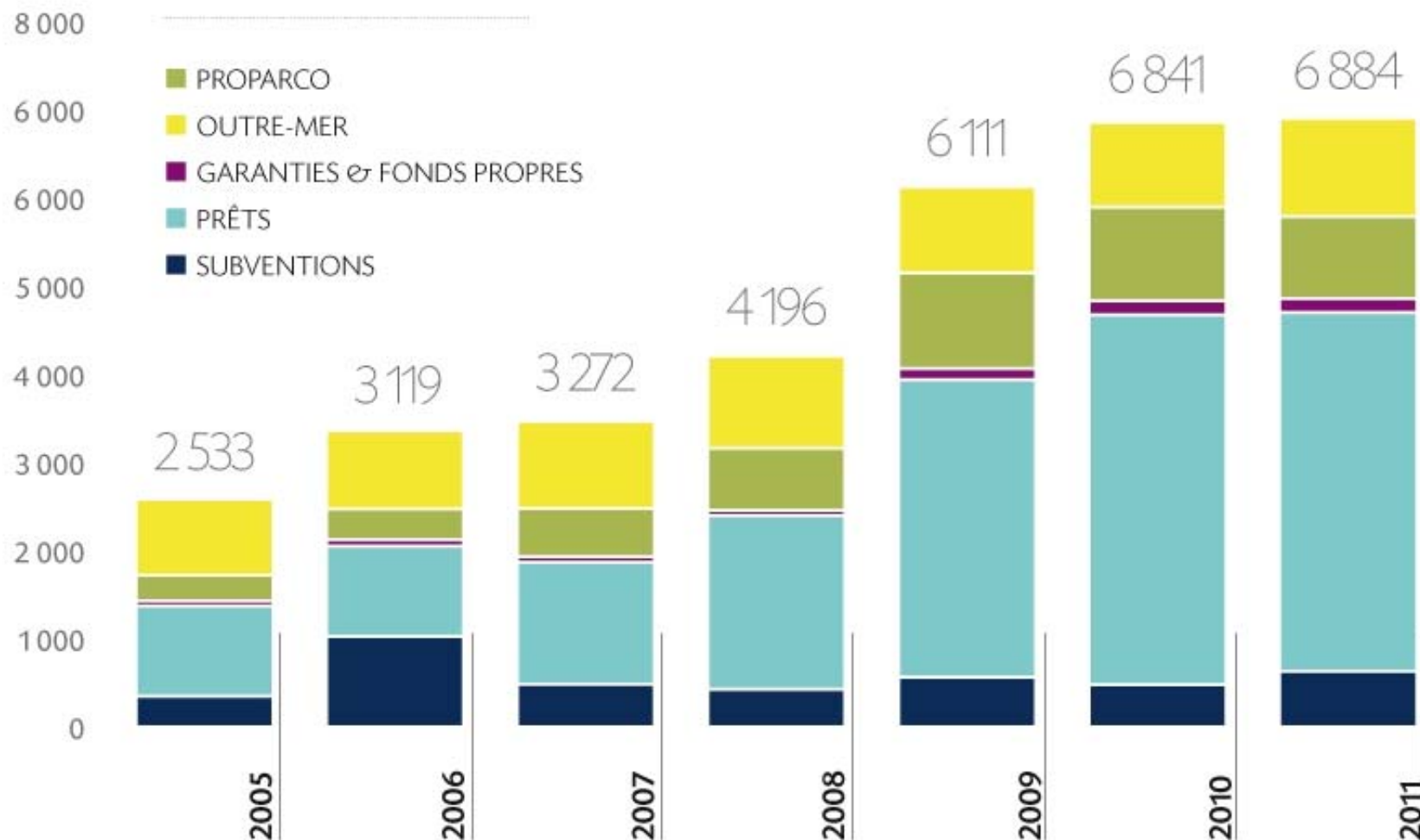
NOUVEAUX PAYS D'INTERVENTION
Ouzbékistan, Kazakhstan, Bangladesh, Arménie,
Azerbaïdjan, Géorgie, Libye et Birmanie



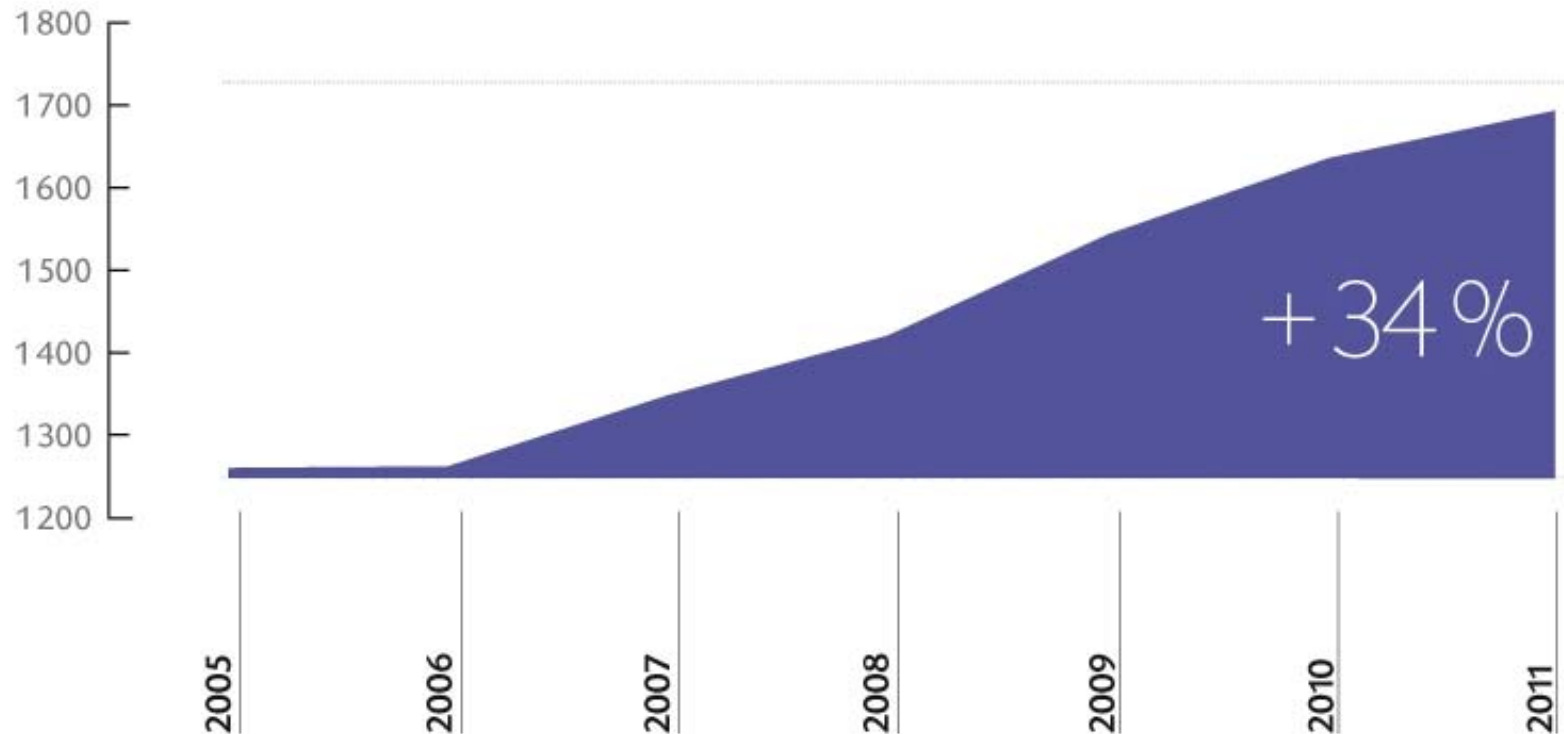
Une stratégie fondée sur des partenariats géographiques différenciés

- Afrique subsaharienne (au moins 60% de l'effort budgétaire)
 - Agriculture et agro-industries
 - Infrastructures (énergie et transport)
 - Concentration des subventions sur les secteurs de l'éducation et de la santé
- Méditerranée (20% de l'effort budgétaire)
 - Formation professionnelle et emploi
 - Réduction des inégalités sociales et territoriales
 - Amélioration de la qualité de vie
- Pays émergents (un maximum de 10% de l'effort budgétaire)
 - Asie : climat
 - Amérique Latine : croissance verte et solidaire
- Outre-mer : accompagner la croissance endogène
 - Plan habitat
 - Soutien au secteur privé
 - Soutien aux collectivités locales
 - Coopération sous-régionale

Consolidation de l'activité

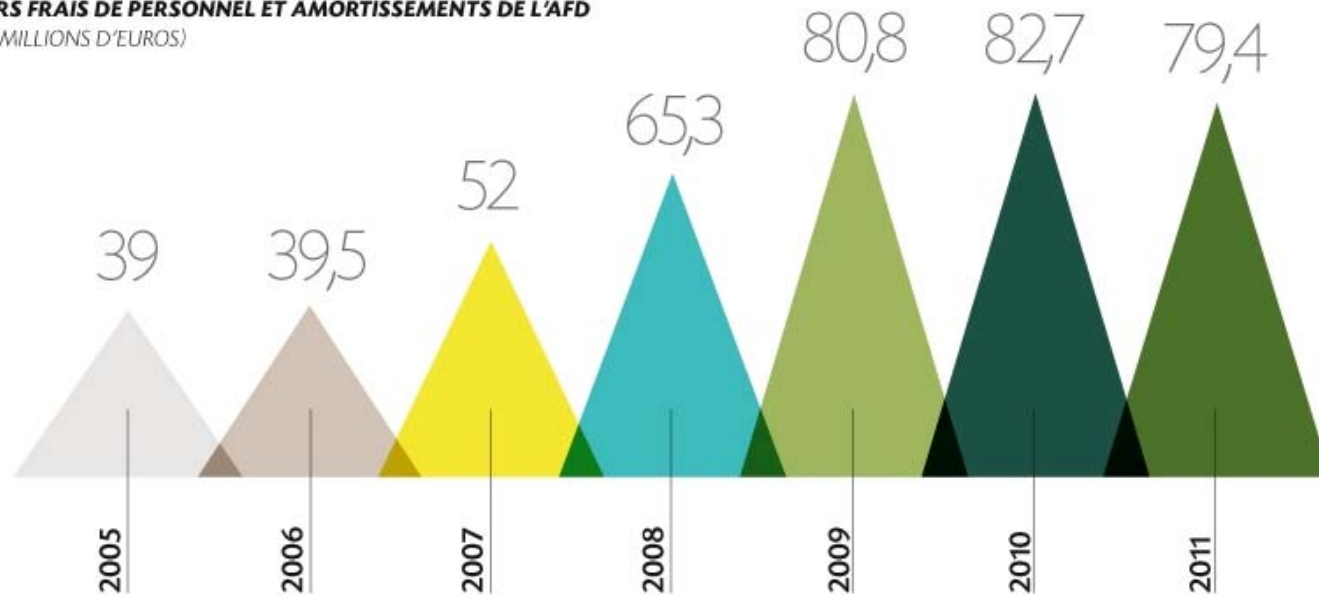


Renforcement du capital humain

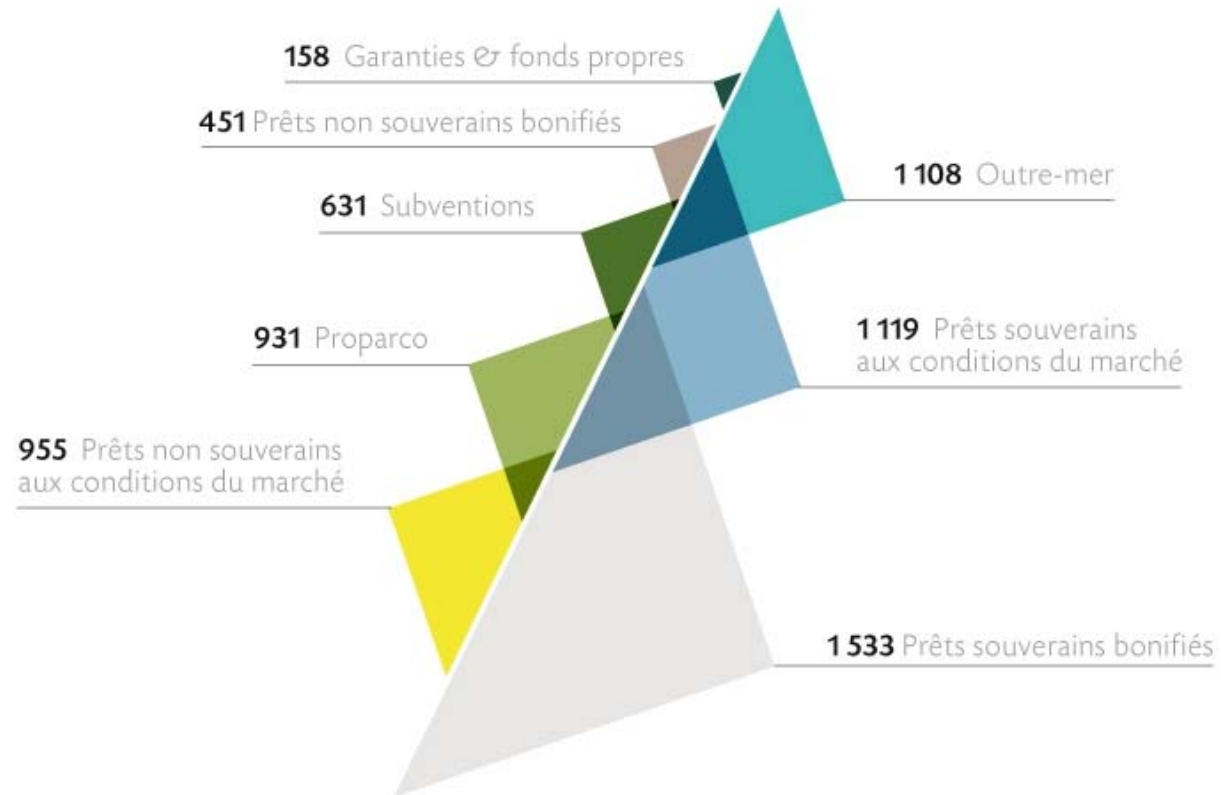


Rationalisation des frais de fonctionnement

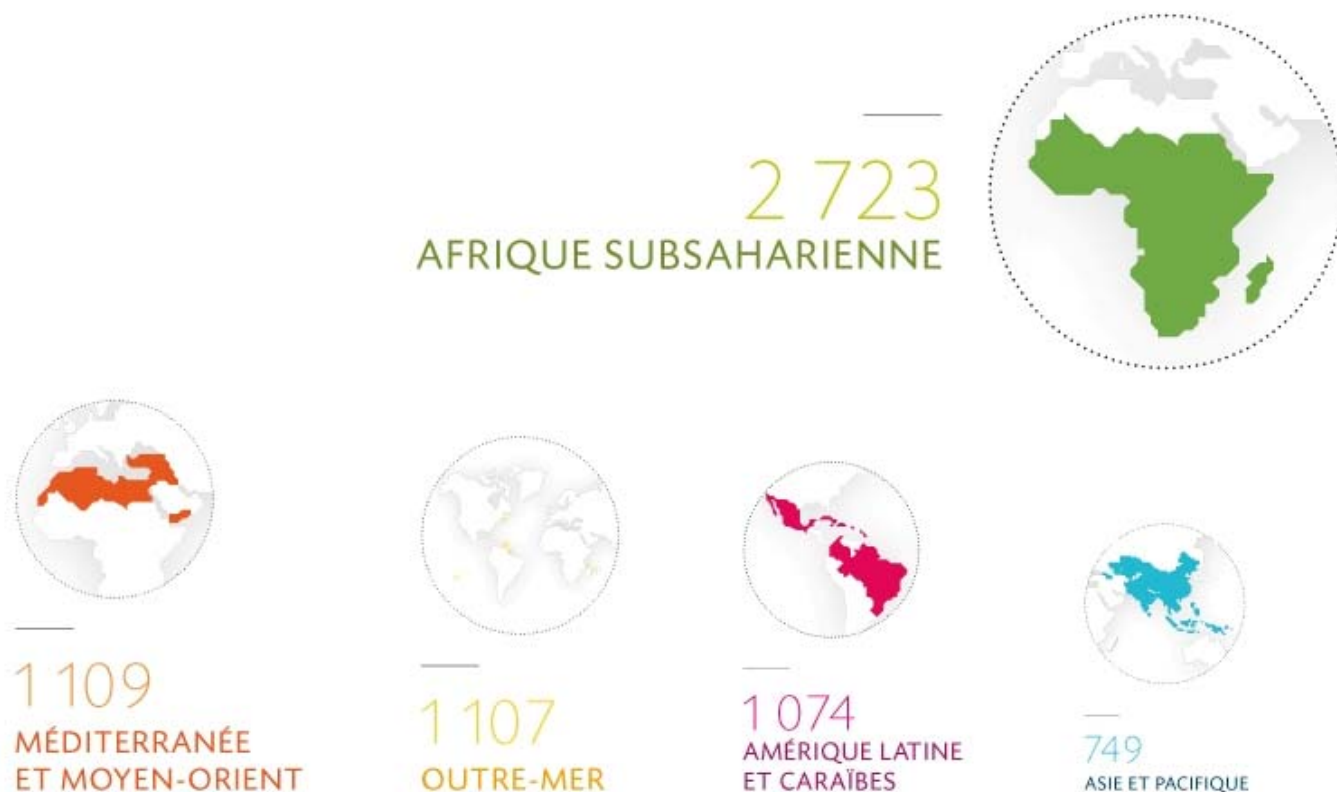
**ÉVOLUTION DES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES
HORS FRAIS DE PERSONNEL ET AMORTISSEMENTS DE L'AFD**
(EN MILLIONS D'EUROS)



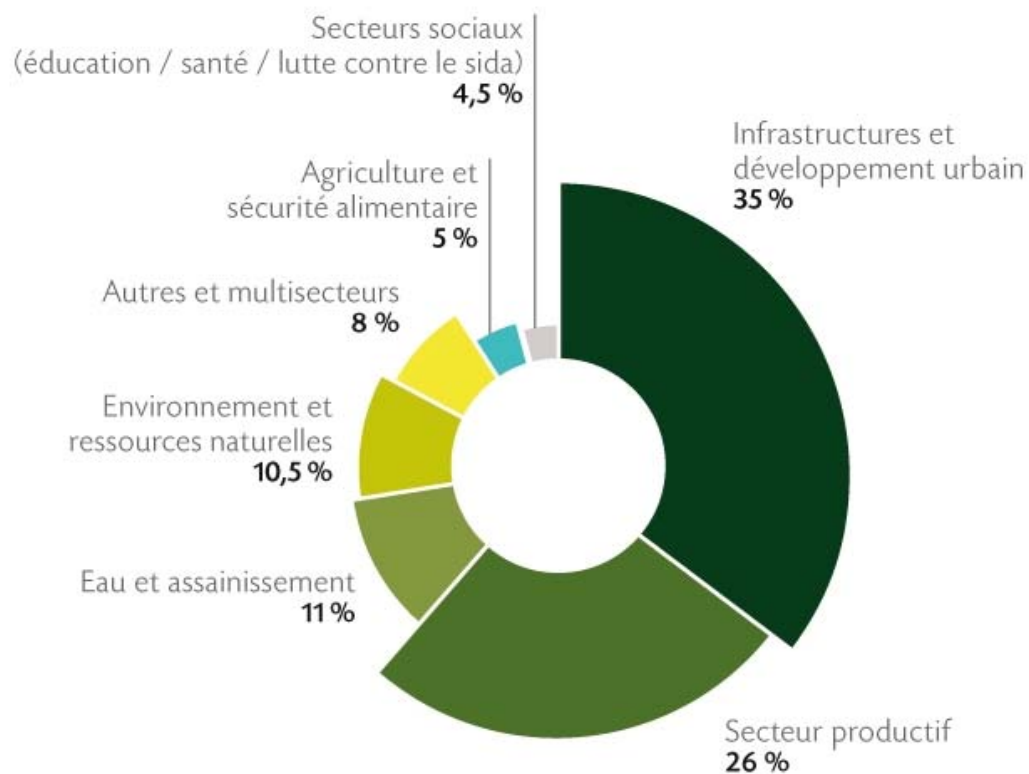
Une palette d'outils diversifiée



La priorité africaine ne se dément pas



Un effort renouvelé en faveur des secteurs sociaux et de la sécurité alimentaire



Un réseau exceptionnel de partenaires

Bailleurs bilatéraux

Coopération allemande (KfW, GIZ)
Coopération britannique (DFID)
Coopération japonaise (JICA)
Coopération américaine (USAID, MCC)
Coopérations coréenne, australienne...

Bailleurs multilatéraux

Banque mondiale
Banque africaine de développement
Banque asiatique de développement
Banque interaméricaine de développement
Banque islamique de développement
Corporation andine

Système européen

Banque européenne d'investissement
Commission européenne
Bailleurs "privés" (EDFI)



Fonds globaux

UNITAID
Fonds mondial
Initiative Fast Track
GAVI
FEM

Bailleurs émergents

Chine
Brésil
Afrique du Sud
Bailleurs arabes

Fondations et associations internationales

Fondation Bill & Melinda Gates
Aga Khan Development Network
Fondation Albert II de Monaco
Conservation International
Sant'Egidio

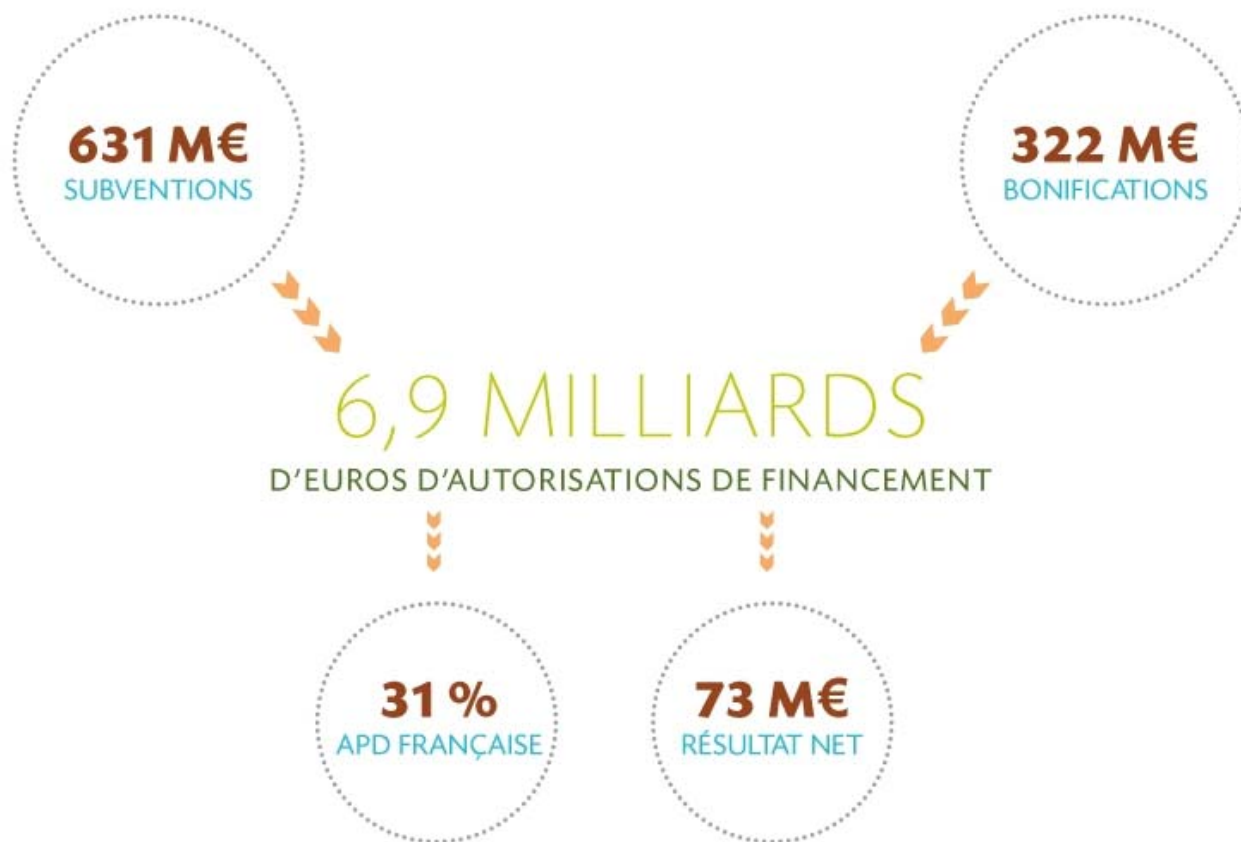
Système onusien

PNUD
PNUE
FIDA
ONUDI
Global Compact

Un accent plus fort sur les relations avec les sociétés civiles



Un modèle efficace pour créer de l'APD et financer le développement





Nos principaux chiffres

- Autorisations de financements : 6,9 Mds€
- Versements : 3,6 Mds€
- Encours de prêts : 15,6 Mds€
- Total du bilan : 20,2 Mds€
- Produit net bancaire : 361 M€
- Résultat net : 73 M€
- Effectif total : 1681



Les résultats de développement

En 2011, les autorisations de financement de l'AFD dans les pays d'intervention contribueront à :

- L'amélioration du système d'alimentation en eau potable pour **1,53 millions de personnes**
- La scolarisation de **4 millions d'enfants** au niveau primaire et de **2 millions** au niveau collège
- La formation professionnelle de **430 000 personnes**
- La lutte contre le changement climatique à travers l'économie de **3,8 millions de tonnes de CO₂ par an**
- Un meilleur accès à l'électricité pour **6,15 millions de personnes**



Un premier rapport spécifique sur la responsabilité sociale et environnementale

- En juin 2011, un groupe de travail sur la **responsabilité sociale et environnementale** est créé et un conseiller nommé auprès du Directeur Général
- Le premier **rapport RSE spécifique** sera publié sur le site de l'AFD en juin 2012
- Ce rapport fait l'objet d'une **évaluation par un organisme tiers**
- Un **programme d'action 2012-2016** est en cours d'élaboration
- A court terme, l'AFD recherchera l'**évaluation de sa démarche**



La RSE au cœur de notre démarche

■ Dans les projets accompagnés

- Prise en compte des défis liés au changement climatique
- Classement selon le risque environnemental et social
- Utilisation systématique des directives produites par les organisations internationales de référence et des « bonnes pratiques » (conditions de travail,...)

■ Au sein du Groupe, principe volontariste de neutralité carbone

- Un enjeu clé : les déplacements professionnels
- Réduction de la consommation énergétique
- Achats responsables et « éco conception » de la procédure achats

■ Responsabilité sociale interne : des objectifs ambitieux sur trois axes

- Attirer et fidéliser les talents
- Encourager un dialogue social continu et de qualité
- Favoriser l'accompagnement et la construction de parcours professionnels



De nouveaux horizons : le plan d'orientations stratégiques 2012-2016

■ Consolidation sur 2012-2013 :

- Renforcer le capital humain
- Renforcer les fonds propres
- Sécuriser les opérations

Stabilisation du volume d'activité : 7,5 Mds€ en 2012 et 8 Mds€ en 2013

■ Au-delà de 2013 : de nouvelles ambitions:

- Approfondir la palette d'outils financiers
- Renforcer la mobilisation de l'expertise
- Renforcer la production et l'échange de connaissances



Les activités de l'AFD en Méditerranée

Stratégies d'intervention et coopération euro-méditerranéenne



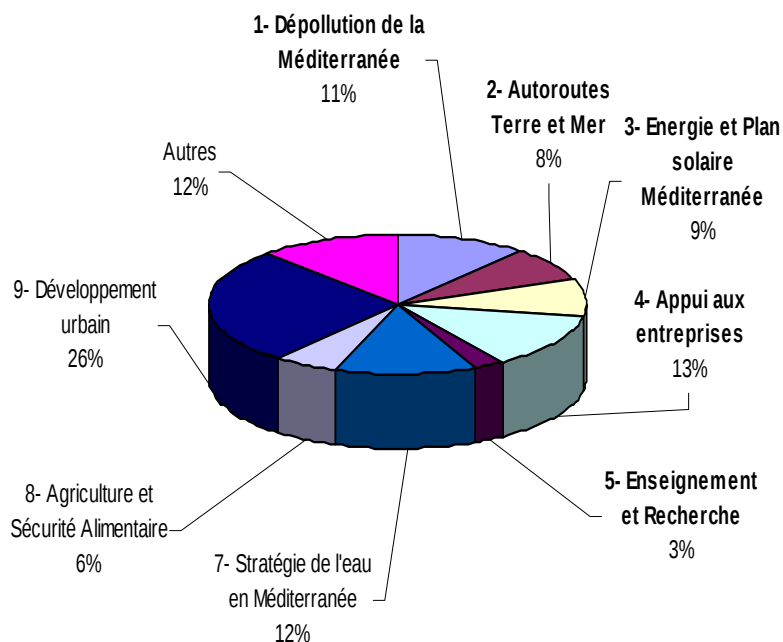


Spécificités Méditerranée / Moyen-Orient

- Seconde zone d'intervention de l'AFD (20% de l'effort budgétaire) s
 - 1,109 Mds € engagés en 2011 visant à :
 - *Renforcer la croissance, en développant la formation et l'emploi*
 - *Faire converger les économies méditerranéennes du Sud et du Nord et améliorer la qualité de vie*
 - *Promouvoir le développement durable*
 - *Promouvoir la cohésion sociale et apaiser les conflits en réduisant les inégalités sociales et territoriales*
- PROPARCO : de l'ordre de 200 M € d'engagements /an

Secteurs d'intervention

Prévisions d'engagements de l'AFD (hors Proparco)
selon les priorités de l'UpM (2009-2011)



■ Les 6 axes de l'UpM (Conf. de Paris, juil. 2008) :

- Dépollution Méditerranée
- Autoroutes de la mer et terrestres
- Énergies de substitution (PSM)
- Développement des entreprises
- Recherche et enseignement
- Protection civile

■ + 3 axes (ministérielle AE Marseille, oct. 2008) :

- Eau en Méditerranée
- Agriculture et sécurité alimentaire
- Développement de la ville durable

■ Partenariat de Deauville

- Gouvernance
- Finance
- Commerce

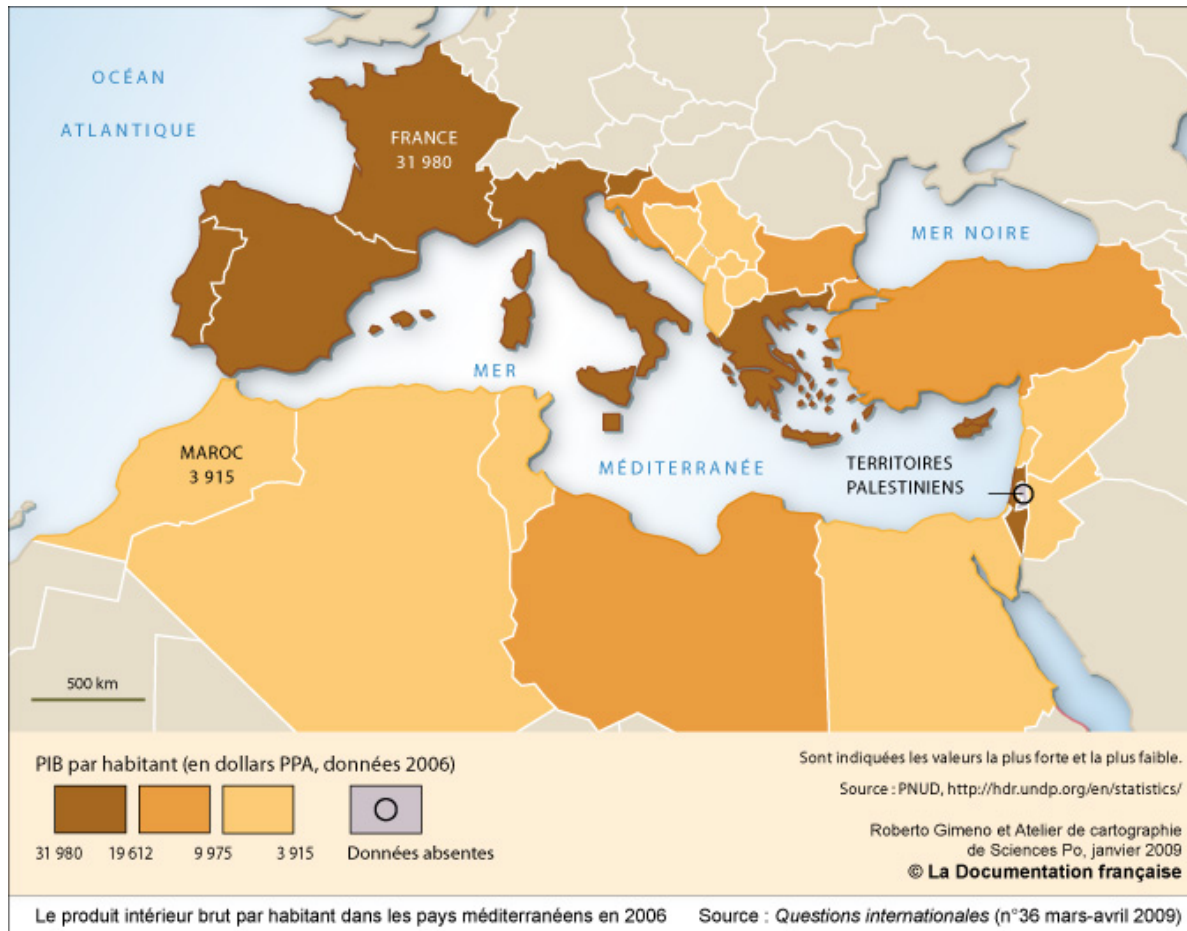


L'aide européenne : un enjeu fort, le mixage prêt/don

- 1/ La Facilité d'Investissement pour le Voisinage (FIV), un instrument européen puissant
- 2/ La reconnaissance mutuelle des procédures (MRI), en ligne avec la déclaration de Paris (2005)

De quelles économies parle-t-on?

- Le PIB du Maghreb est équivalent à la moitié de celui de la Belgique
- Des économies ouvertes, mais une zone économique faiblement intégrée





L'action de l'AFD au Liban

Cadre des interventions, Activités, Perspectives



Douze ans de présence au Liban

- Un engagement pour la reconstruction et la stabilité socio-économique
 - Ouverture de l'agence de Beyrouth en 1999, avec l'intégration du Liban dans la Zone de Solidarité Prioritaire
 - Engagements cumulés de 1 167 M € depuis 1999 : 875 M€ en aide budgétaire et 292 M€ en aide projets
- Trois axes d'intervention prioritaires sur la période 1999 - 2011
 - Appui au secteur productif
 - Infrastructures et développement urbain
 - Eau et assainissement
- Consolidation et élargissement des activités au cours de la période 2012 - 2014: réduction de la fragmentation sociale et territoriale et croissance du potentiel de croissance



Bilan Qualitatif

Fig.3. Aide budgétaire, engagements (M€)

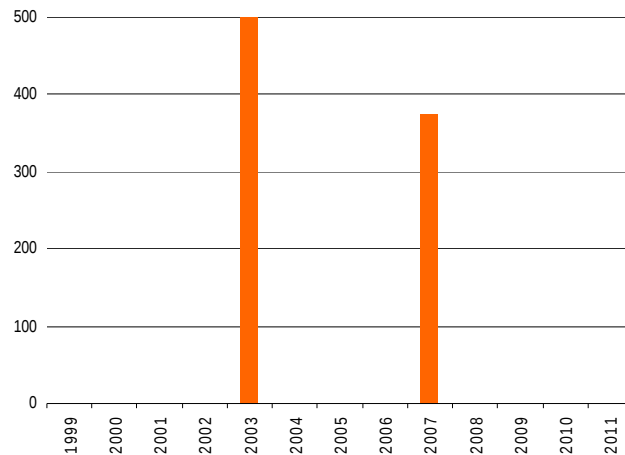
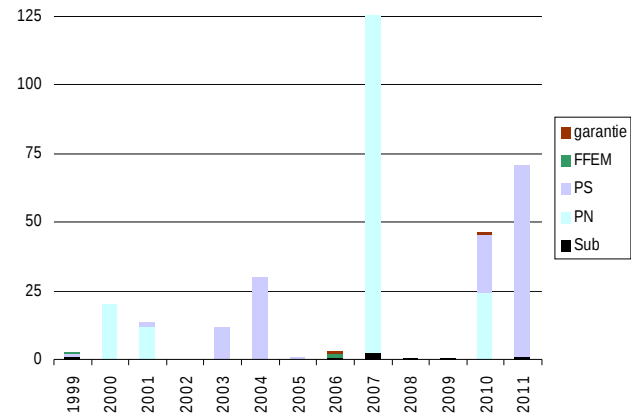


Fig.4. Aide projets, engagements (M€)



■ Bilan qualitatif :

- ❑ Qualité du portefeuille globalement satisfaisante
- ❑ Recherche de stratégie dans le non-souverain
- ❑ Mobilisation en faveur de l'environnement



Orientation opérationnelle de l'AFD pour la période 2012 - 2014

■ Références:

- Document Cadre de Coopération au Développement du gouvernement français
- Cadre d'intervention régional en Méditerranée de l'AFD
- Cadre d'intervention au Liban

1. Réduire la fragmentation sociale et territoriale

- Accompagner les populations touchées par les conflits
- Promouvoir l'emploi des populations fragiles, notamment en zone rurale
- Appuyer le plan stratégique pour l'éducation
- Promouvoir l'offre de services de santé spécialisées

2. Accroître le potentiel de croissance

- Appuyer la création et le développement d'entreprises innovantes
- Promouvoir les filières sélectives de formation professionnelle
- Favoriser le patrimoine culturel et environnemental
- Favoriser la gestion durable des ressources en eau
- Contribuer au développement de la mobilité urbaine et des connexions régionales
- Promouvoir le développement des pôles urbains intégrés
- 170/400 M € d'engagements envisageables pour 2012-2014



Merci de votre attention !

